

DU NOUVEAU DANS LE CONTENTIEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE (1^{re} Partie)

Pour mieux protéger les droits des assurés

Le contentieux en matière de sécurité sociale a fait l'objet d'une nouvelle loi. La question du contentieux est des principaux points noirs des organismes de sécurité sociale et les assurés sociaux en pâtissent énormément. Le problème essentiel réside dans la non-application ou la mauvaise application des dispositifs législatifs et réglementaires en matière de contentieux. Le passif est très lourd : des dizaines de milliers de recours en instance ; énorme retard dans le traitement des dossiers des assurés sociaux ; organes de recours qui ne se réunissent presque pas, etc. Le traitement de ce passif ne réside pas dans la publication d'une nouvelle loi, mais dans la gestion effective de ce contentieux.

La loi n° 08-08 du 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale est parue au *Journal Officiel* n°11 du 2 mars 2008*. Elle constitue désormais le nouveau cadre juridique des contentieux en matière de sécurité sociale tendant à mieux protéger les droits des assurés, d'une part, et à être un instrument de préservation des équilibres financiers du système de sécurité sociale, d'autre part. Dès l'article 1^{er}, le cadre global est fixé. La présente loi a pour objet de fixer le contentieux de la sécurité sociale et les procédures de son règlement ; et les procédures de recouvrement forcées des cotisations et autres créances de la sécurité sociale — les recours contre les tiers et les employeurs. Le contentieux en matière de sécurité sociale comprend le contentieux général, le contentieux médical, et le contentieux technique à caractère médical (article 2).

Le contentieux général. Il concerne "les litiges qui naissent entre les organismes de sécurité sociale, d'une part, et les assurés sociaux ou les assujettis, d'autre part, à l'occasion de l'application de la législation et de la réglementation de la sécurité sociale" (article 3). Le recours préalable. En premier ressort devant la commission locale de recours préalable qui est composée «des représentants des travailleurs salariés ; des représentants des employeurs ; des représentants de l'organisme de sécurité sociale ; un médecin» (article 6). La commission locale de recours préalable «statue sur les recours formulés par les assurés sociaux et les assujettis contre les décisions prises par les services des organismes de sécurité sociale. Elle statue également sur les contestations relatives aux majorations et pénalités de retard lorsque leur montant est inférieur à 1 000 000 DA.

Les majorations et pénalités de retard sont réduites de 50% de leur montant au vu du dossier justifié du requérant» (article 7). La commission devra rendre sa décision dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la requête qui sera matérialisée soit par «lettre recommandée avec accusé de réception ou par requête déposée au secrétariat de la commission contre un récépissé de dépôt dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la notification de la décision contestée» (article 8). Les contestations des décisions de cette commission sont soumises à la commission nationale de recours préalable. Elle devra rendre sa décision «dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la requête» (article 11).

Sa compétence est étendue aux «contestations relatives aux majorations et pénalités de retard prévues en matière

d'obligations des assujettis sont directement portées devant la commission nationale de recours préalable qualifiée, qui statue en premier et dernier ressort, lorsque leur montant est égal ou supérieur à 1 000 000 DA» (article 12).

Le recours juridictionnel ne sera que possible que pour contester les décisions de la commission nationale de recours préalable. Le tribunal compétent sera saisi dans un délai de 30 jours «à compter de la date de remise de la notification de la décision contestée, ou dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la requête par la commission nationale de recours préalable qualifiée, si l'intéressé n'a reçu aucune réponse à sa requête» (article 15).

***Pour prendre connaissance du texte de loi dans son intégralité, il faut consulter le site Internet du Journal officiel <www.joradp.dz>**

POINT DE VUE

«Tous les commerçants ne sont pas riches»

Les prestations ne sont pas similaires. A un salarié, l'entreprise, la société ou la fonction publique, fournissent l'habillement, la pelle, la pioche, le stylo et la feuille, la ventilation ou le chauffage. Le salarié bénéficie du congé annuel, des jours de repos, normal, des 8 heures de travail, normal. Il peut prétendre à la retraite après 30 années de cotisations ou même avant s'il n'a pas atteint l'âge légal de 60 ans. Des gens ont commencé à

travailler dès l'âge de 20 ans, et à 52 ans, ils peuvent partir en retraite. A l'instar du commerçant qui ne connaît pas le travail normal, de congé ou de repos hebdomadaire, alors les 8 heures, je m'excuse... Il doit payer ses charges sociales, son loyer et tout ce qui suit et gagner son salaire. Tous les commerçants ne sont pas riches et arrivent difficilement à boucler leurs fins de mois. Il y a aussi des commerçants qui ont com-

mencé à 20 ans. Si l'âge autorisé de départ à leur retraite est de 65 ans, ils devront cotiser 45 ans pour y prétendre. Si les prestations sont similaires. Question : si ces 2 personnes, le salarié et le commerçant, ont commencé à travailler à 20 ans, pourquoi l'un est «retraitable» après 32 ans de cotisations, alors que l'autre ne l'est qu'après 45 ans ? Alors similaires ? Pardon.

Un commerçant

COURRIER DES LECTEURS

Droit au cumul retraite
CNR et Casnos

J'ai travaillé pendant plus de 4 années dans le secteur public. Pour ces 4 ans de cotisations, je perçois actuellement une modique somme de 1 000 DA. Par la suite, j'ai exercé une activité commerciale durant 12 années. A la cessation de mes activités, j'étais à jour des cotisations vis-à-vis de la Casnos. Avant de commencer à faire des démarches et me rapprocher de cette caisse, car à ce jour, je n'ai entamé aucune procédure, je vous prie de bien vouloir me dire quels sont mes droits, alors que j'ai dépassé 65 ans ? Est-ce que la Casnos peut racheter les 4 années du secteur public pour les ajouter aux 12 années afin de me permettre d'avoir une pension normale de 15 années requises par les règlements de cette caisse ? Est-ce que 1 000 DA de pension pour des cotisations pendant 4 années en tant que cadre sont justes ? Est-ce que le sens inverse peut se réaliser, c'est-à-dire la CNR peut racheter les 12 ans de cotisations de la Casnos pour les ajouter aux 4 années, afin que je puisse avoir une pension meilleure que les 1 000 DA que je perçois actuellement de la CNR ? Quelle est la meilleure solution pour moi ? En ce qui concerne la retraite de la Casnos, est-ce que j'ai droit à un rappel puisque l'âge de la retraite pour cet organisme est de 65 ans alors que j'ai 67 ans passés ?

Aloune Mohand Ourabah (Oran)

RÉPONSE : S'agissant des conditions du cumul d'une pension de retraite salariée (CNR) avec celle d'une pension non salariée (Casnòs), je vous

suggère de prendre connaissance des textes réglementaires suivants : le décret n° 85-35 du 9 février 1985, modifié et complété relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée, notamment ses articles 15, 16 et 17, et paru au *Journal Officiel* n°9 du 24 février 1985, et l'arrêté ministériel du 11 mai 1997 fixant les règles et les modalités de coordination des régimes de sécurité sociale des salariés et des non-salariés, paru au *Journal Officiel* n° 71 du 29 octobre 1997. Cet arrêté a pour objet de fixer les règles et modalités de coordination et d'information prévues par l'article 17 du décret cité plus haut. Ces textes, en arabe et en français, peuvent être consultés sur le site Internet du *Journal Officiel* <www.joradp.dz>. Toute pension de retraite est due à partir de la date de cessation d'activité.

La CNR vous verse une allocation de retraite, et non pas une pension, parce qu'il faut cumuler 15 années de cotisations au régime des travailleurs salariés. Vos années CNR et vos années Casnos ne peuvent pas être additionnées automatiquement : les cotisations ne sont pas les mêmes et les modalités de calcul des droits à la retraite sont différentes. Nous reviendrons plus longuement dans une de nos prochaines éditions sur ces questions de cumul d'activités salariée et non-salariée, et les conséquences sur les droits à la retraite. La CNR et la Casnos devraient créer une rubrique sur les modalités pratiques de ce cumul au niveau de leur site internet.

Comment est calculée
une pension de retraite Casnos ?

Je suis commerçant depuis 1952. J'ai toujours cotisé de 1952 à 2007. Je suis âgé de 75 ans, depuis la création de la Casnos par les Français, et je travaille à ce jour. Je perçois une retraite de 7 500 DA et puis en 2007 9 000 DA. J'ai réclamé mon droit à plus pour 55 années de cotisations.

M. Belkadi (Alger)

RÉPONSE : Le montant de la pension de retraite au titre des non salariés est tributaire de 3 conditions : le nombre d'années de cotisation ; le pourcentage par année liquidable ; et l'assiette devant servir de base au calcul de la pension. Pour chaque année de cotisation validée, il est compté 2,5% de l'assiette devant servir de base pour le calcul de la pension. Le pourcentage ne peut dépasser 80%.

L'assiette servant de base au calcul de la pension de retraite est constituée par la moyenne, calculée sur les 10 meilleures années, des revenus annuels soumis à cotisation. (Cf. article 10 du décret n°85-35 du 09 février 1985). Exemple : pour un adhérent ayant cotisé 20 années, le pourcentage de la pension est de : $20 \times 2,5\% = 50\%$. Il est à noter que pour la pension de retraite, le montant de la retraite ne peut pas être inférieur à 75% du SNMG, en conséquence le minimum est : $12\ 000\ DA \times 75\% = 9\ 000\ DA$ par mois. L'assiette servant de base au calcul de la pension de retraite ne peut pas dépasser un maximum de 8 fois le SNMG, qui est de : $12\ 000\ DA \times 8 = 96\ 000\ DA$ par mois.

Qu'en est-il des textes
d'application de la loi du chahid
et du moudjahid ?

J'ai entendu dire que le journal *El Khabar* a publié dans son édition du 6 avril 2008 un article concernant un texte d'application de la loi 99-07 du chahid et du moudjahid relatif aux avantages accordés aux ayants droit qui travaillent dans la fonction publique (retraite, promotion, recrutement, salaire, bénéfice de 2 catégories, etc.). A cet effet, je voudrais de plus amples informations concernant cette circulaire ou instruction. En tant que fonctionnaire, fils de moudjahid décédé, quels sont les avantages dont je pourrais bénéficier ? Et dans la mesure du possible, pouvez-vous m'indiquer comment je pourrais me procurer ce texte. J'ai cherché sur le site Internet du *Journal Officiel*, mais je n'ai rien trouvé.

A. H. (Tizi-Ouzou)

RÉPONSE : Effectivement, le journal *El Khabar* a publié dans son édition du 6 avril 2008 une disposition réglementaire (est-ce un arrêté interministériel ?) où il est question d'un certain nombre d'avantages au profit des veuves de chahid, des moudjahidine et des fils de chahid salariés de la fonction publique. Il y est fait mention d'application des articles 39, 40 et 42 de cette loi. Vous pouvez prendre connaissance du contenu de cet article en consultant le site Internet du journal *El Khabar*. Est-ce que cette disposition réglementaire a été signée et par qui ? S'il s'agit d'un arrêté interministériel, il sera publié au *Journal Officiel*.

Pour en savoir plus, vous pouvez saisir aussi le ministère des Moudjahidine en écrivant via Internet à ce ministère <mmoudjahid@m-moudjahidine.dz>.